Étude des crédits 2011-2012

Conseil de la famille et de l'enfance

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX



Conseil de la famille
et de l'enfance
Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

Demandes de renseignements généraux de l'Opposition officielle

#	Demande de renseignements généraux

1 Liste des voyages **hors Québec** pour l'année financière 2010-2011 :

- les endroits et dates du départ et du retour;
- copie des programmes et rapports de mission;
- les personnes rencontrées;
- le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.);
- le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre), regroupés par mission;
- la copie des rapports de mission;
- pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés;
- la liste des ententes signées et\ou annoncées, le cas échéant;
  - les détails de ces ententes;
  - les résultats obtenus à ce jour;
- les investissements annoncés, le cas échéant.

2 Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, membre des cabinets ministériels **au Québec** et dirigeant d'organisme, selon le cas, les coûts, les dates et l'itinéraire.

3 Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2010-2011 et les prévisions pour 2011-2012;
- les firmes de publicité;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- le but visé par chaque dépense;
- dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire

4 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par **un ministère ou un organisme** en 2010-2011 en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- l'échéancier;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

5 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- les noms de tous les sous-traitants associés au contrat;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- l'échéancier;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

6 Pour chaque projet de développement informatique de plus de un million de dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère :

- le nom du projet;
- la nature du projet;
- l'échéancier;
- le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- les plus récents estimés du coût du projet;
- les sommes totales engagées à ce jour reliées au projet;
- les firmes ou OSBL associés au développement du projet incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat, le cas échéant;
- le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- le nombre de consultants intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère.

7 Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2010-2011, de chacune des dépenses suivantes :

- la photocopie;
- les ordinateurs portables;
- les IPAD ou autre type de tablette électronique;
- les téléavertisseurs;
- le mobilier de bureau;
- les distributeurs d'eau de source;
- le remboursement des frais de transport;
- le remboursement des frais d'hébergement;
- le remboursement des frais de repas;
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
  - ✓ au Québec;
  - ✓ à l'extérieur du Québec.

8 Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2010-2011, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- le nombre de téléphones cellulaires, « BlackBerry », Iphone ou autre type de téléphone intelligent;
- les coûts d'acquisition des appareils;
- le coût d'utilisation des appareils;
- le nom des fournisseurs;
- le coût des contrats téléphoniques;
- le nombre de minutes utilisées.

9 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

- le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones, des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...);
- le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;
- le nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc...);
- le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;

- le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;
- le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- le nombre et la répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

10 Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction :

- Nombre de départs à la retraite en 2010-2011;
- Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- Nombre de départs à la retraite prévue pour 2011-2012;
- Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

11 Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisé depuis le 1er avril 2010, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail;
- le propriétaire de l'espace loué;
- le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

12 Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1er avril 2010 à ce jour.

13 Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2010-2011 en indiquant pour chaque individu :

- la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- le titre de la fonction;
- l'adresse du port d'attache;
- le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- la prime de départ versée, le cas échéant;
- la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- la description de tâches;
- le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1er avril 2010;
- le nombre total d'employés au cabinet;

- la masse salariale totale par cabinet pour les années 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011;
- le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée;
- s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

14 Liste des sommes d'argent versées en 2010-2011 à même le budget discrétionnaire du :

- ✓ ministre;
- ✓ ministère ou de l'organisme, en indiquant :

  - le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
  - la circonscription électorale;
  - le montant attribué;
  - le projet visé et le résultat.

15 Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) en indiquant :

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s'il y a lieu;
- la date de la mise en disponibilité;
- les prévisions 2011-2012.

16 Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégories d'âge en 2010-2011.

17 Liste du personnel hors structure, par catégories d'emploi, (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- le nom de la personne;
- le poste occupé;
- le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- l'assignation initiale;
- la date de l'assignation hors structure;
- la date de la fin de l'assignation s'il y a lieu.

18 Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :

- l'assignation initiale;
- l'assignation actuelle;
- le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

19 Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun :
- les clubs privés ou autres;
- les billets de saison, les loges;
- etc.

20 Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
- le coût de construction du site;
- le coût de l'entretien et de la mise à jour;
- le responsable du contenu sur le site;
- la fréquence moyenne des mises à jour;
- le nombre de visiteurs (hits) par mois;
- combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

21 Nominations, depuis le 1er avril 2010, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et, sans en restreindre la portée :

- la liste;
- les mandats;
- les contrats;
- le résultat du travail effectué;
- les échéances prévues;
- les sommes impliquées.

22 Pour 2010-2011, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

23 Pour chaque ministère et organisme, les montants déboursés en 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciels ou équipements), pour la mise en place du Gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues.

24 Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère ou organisme pour 2010-2011 :

- le nombre de refus (et mention en vertu de quelle raison ou article);
- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

25 La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres :

- le coût (déplacements, etc.);
- le nombre de ressources affectées;
- le nombre de rencontres;
- le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

26 La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 1er avril 2009 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

27 Détail des crédits périmés et des gels de crédits pour le ministère et les organismes depuis 2003-2004

28 Tel que prévu dans la politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2011-2012.

29 Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2010-2011 et 2011-2012.

30 Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012 et 2012-2013 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chacun des programmes, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

31 Pour chaque ministère ou organisme, la liste des ententes signées depuis le 1er avril 2004 avec une ou des conférences régionales des élus. Indiquer la nature de l'entente, les sommes qui y sont associées, le cas échéant, en vertu de quel programme ces sommes sont allouées, la ou les date(s) des versements et à quelles fins elles ont été consacrées.

32 **Question 11 du 2e groupe d'opposition** : Pour chaque ministère et organisme (Directions ministérielles, Agences, Entreprises d'état, Commissions, Régies, Sociétés, Établissements, Bureaux, Organismes de l'état, Comités, Comités expert, Conseils, Instituts, Secrétariats relevant d'un ministère), fournir pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011 :

- la masse salariale ventilée par catégorie d'emploi;
- le budget de fonctionnement détaillé;
- le taux d'absentéisme, ventilé par catégorie d'emploi;
- le montant total et la ventilation des primes au rendement et des bonus;
- le montant total et la ventilation des primes de départ;
- la liste des comités consultatifs;
- prévision de croissance des dépenses et d'effectifs effectuée par le ministère ou l'organisme visé pour 2011-2012;
- liste de tous les programmes, politiques et plans d'actions relevant du ministère ou de l'organisme. Indiquer les sommes d'argent prévues et les échéanciers pour ces programmes, politiques et plans d'actions.

33 **Question 14 du 2e groupe d'opposition** : Liste et ventilation des dépenses et remboursements pour frais de déplacement pour chaque membre du Conseil des ministres, pour chaque adjoint parlementaire des ministres, de même que pour chaque membre de l'Assemblée nationale, entre l'Assemblée nationale et sa circonscription pour l'année financière 2010-2011.

34 **Question 16 du 2e groupe d'opposition** : Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011. Fournir les données ventilées selon la raison du départ :

- la retraite;
- la démission;
- la révocation pour incompétence;
- la révocation pour incapacité;
- la fin d'emploi;
- le décès;
- la mise à pied;
- la destitution;
- toute autre raison.

35 **Question 17 du 2e groupe d'opposition** : Évolution de la taille (nombre total d'employés) de chaque cabinet ministériel depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2003-2004 à 2010-2011.

36 **Question 18 du 2e groupe d'opposition** : Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels qui ont intégré l'effectif régulier par catégories d'âge en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.

37 **Question 24 du 2e groupe d'opposition** : Pour chaque ministère et organisme, fournir la liste, le détail et les sommes économisées de toute action visant à :

- réduire de 10% les dépenses administratives;
- réduire de 25% les dépenses de publicité, de formation et de déplacements.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RG1

Liste des voyages **hors Québec** pour l'année financière 2010-2011 :

- les endroits et dates du départ et du retour;
- copie des programmes et rapports de mission;
- les personnes rencontrées;
- le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.);
- le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre), regroupés par mission;
- la copie des rapports de mission;
- pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés;
- la liste des ententes signées et\ou annoncées, le cas échéant;
  - les détails de ces ententes;
  - les résultats obtenus à ce jour;
- les investissements annoncés, le cas échéant.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucun voyage hors Québec n'a eu lieu au cours de l'année financière 2010-2011 pour le Conseil de la famille et de l'enfance.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RG2

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, membres des cabinets ministériels **au Québec** et dirigeants d'organismes, selon le cas, les coûts, les dates et l'itinéraire.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucune dépense de ce genre n'a été effectuée par la présidente du Conseil de la famille et de l'enfance durant l'année 2010-2011.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RG3

Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2010-2011 et les prévisions pour 2011-2012;
- les firmes de publicité;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- le but visé par chaque dépense;
- dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Conseil de la famille et de l'enfance n'a fait aucune dépense en publicité pour l'année 2010-2011 et ne prévoit pas en faire pour l'année 2011-2012.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RG4

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par **un ministère ou un organisme** en 2010-2011 en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- l'échéancier;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Nom du fournisseur :	**CSPQ - RIBG**
Le contrat :	Réseau informatisé des bibliothèques gouvernementales (RIBG) – Entente de services d'avril à septembre 2010 pour le centre de documentation du CFE
Le montant :	1 830,00 $
Nom du fournisseur :	**CSPQ -MESS**
Le contrat :	Entente de services relative à la gestion de la rémunération et des avantages sociaux. - avril à septembre 2010
Le montant :	2 350$
Nom du fournisseur :	**Folia Design inc.**
Le contrat :	Service d'entretien et de location de plantes pour 2 ans pour un total de 2 205,12 $
Le montant :	2 205,12 $ (pour 2009-2010 et 2010-2011)

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RG5

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- les noms de tous les sous-traitants associés au contrat;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- l'échéancier
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Conseil de la famille et de l'enfance n'est pas concerné par cette question.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RG6

Pour chaque projet de développement informatique de plus de un million de dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère :

- le nom du projet;
- la nature du projet;
- l'échéancier;
- le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- les plus récents estimés du coût du projet;
- les sommes totales engagées à ce jour reliées au projet;
- les firmes ou OSBL associés au développement du projet incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat le cas échéant;
- le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- le nombre de consultants intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Conseil de la famille et de l'enfance n'a aucun projet de développement informatique au cours de la période visée.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RG7

Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2010-2011, de chacune des dépenses suivantes :

- la photocopie;
- les ordinateurs portables;
- les IPAD ou autre type de tablette électronique;
- les téléavertisseurs;
- le mobilier de bureau;
- les distributeurs d'eau de source;
- le remboursement des frais de transport;
- le remboursement des frais d'hébergement;
- le remboursement des frais de repas;
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
  i. au Québec;
  ii. à l'extérieur du Québec.

Photocopie	2 512,90 $
Ordinateurs portables	0,00 $
Téléavertisseurs	0,00 $
Mobilier de bureau– Frais d'aménagement et de déplacement	1 380,63 $
Distributeurs d'eau de source	0,00 $
Frais de transport, hébergement et repas	20783,39 $
Dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement	2,313,42 $

Aucune dépense effectuée à l'extérieur du Québec

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RG8

Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2010-2011, de chacune des dépenses reliée à la téléphonie :

- le nombre de téléphones cellulaires, « BlackBerry », Iphone ou autre type de téléphones intelligents;
- les coûts d'acquisition des appareils;
- le coût d'utilisation des appareils;
- le nom des fournisseurs;
- le coût des contrats téléphoniques;
- le nombre de minutes utilisées.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

	Nombre	Coût d'acquisition	Coût d'utilisation (annuel)*	Coût du contrat téléphonique (annuel)*
Cellulaire	2	-	557,58 $	2 331,38 $
BlackBerry	2	-	1 773,80 $	

* Données d'avril 2010 à janvier 2011

Fournisseurs :

- Cellulaire : Bell Canada / Centre de services partagés du Québec
- BlackBerry : Bell Canada / Centre de services partagés du Québec

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RG9

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

- le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.…);
- le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;
- le nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.…);
- le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;
- le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- le nombre et la répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cegeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les données concernant le personnel du Conseil de la famille et de l'enfance sont intégrées à celles fournies par le ministère de la Famille et des Aînés.

Au 31 mars 2011, le personnel du Conseil se compose des effectifs suivants, excluant la présidente :

	Nombre
Cadre	1
Professionnels	2
Fonctionnaire	1

Répartition : 100% féminin

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RG10

Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction :

- Nombre de départs à la retraite en 2010-2011;
- Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- Nombre de départs à la retraite prévu pour 2011-2012;
- Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les données concernant le personnel du Conseil de la famille et de l'enfance sont intégrées à celles fournies par le ministère de la Famille et des Aînés.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RG11

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisé depuis le 1er avril 2010, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail;
- le propriétaire de l'espace loué;
- le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Emplacement : 900, boul. René-Lévesque Est, 8^{e} étage – local 800, Québec

Superficie du local loué : 403,64 m^{2} – totalement occupé

Coût de location au mètre carré : 276,77 $

Coût total de location : 6 337,02 $ par mois

Coût d'aménagement depuis le 1er avril 2010 – aucun

Durée du bail : entente avec la SIQ quant à la location pour un an.

Propriétaire de l'espace loué : entente avec la SIQ

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RG12

Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1er avril 2010 à ce jour.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne s'applique pas au Conseil de la famille et de l'enfance.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RG13

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2010-2011 en indiquant pour chaque individu :

- la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- le titre de la fonction;
- l'adresse du port d'attache;
- le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- la prime de départ versée, le cas échéant;
- la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- la description de tâches;
- le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1er avril 2010;
- le nombre total d'employés au cabinet;
- la masse salariale totale par cabinet pour les années 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011;
- le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée;
- s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne s'applique pas au Conseil de la famille et de l'enfance.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RG14

Liste des sommes d'argent versées en 2010-2011 à même le budget discrétionnaire du :

i. ministre;
ii. ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- la circonscription électorale;
- le montant attribué;
- le projet visé et le résultat.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Conseil de la famille et de l'enfance ne dispose d'aucun budget discrétionnaire.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RG15

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.....) en indiquant :

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s'il y a lieu;
- la date de la mise en disponibilité;
- les prévisions 2011-2012.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RG16

Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégories d'âge en 2010-2011.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RG17

Liste du personnel hors structure, par catégories d'emploi, (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc....) rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- le nom de la personne;
- le poste occupé;
- le salaire;
- l'assignation initiale;
- la date de l'assignation hors structure;
- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Conseil de la famille et de l'enfance ne rémunère aucun personnel hors structure.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RG18

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :

- l'assignation initiale;
- l'assignation actuelle;
- le salaire;
- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Conseil de la famille et de l'enfance ne rémunère aucun personnel affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RG19

Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun :

- les clubs privés ou autres;
- les billets de saison, les loges ;
- etc.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Journaux :		
Le Devoir	75,26 $	
La Presse	62,27 $	
The Gazette	49,70	
		187,23
Autres abonnements :		
Le Courrier parlementaire	1 250,00 $	
		1 375 $
Magazines (revues) payants :		
Transition – Institut Vanier de la famille (incluant le statut de membre)	20,00 $	
Bulletin Allô les haltes	10,00 $	
Bulletin Liaison (titre de la revue de la Fédération des familles monoparentales et recomposées du Québec	18,00 $	
		48,00
Magazines (revues) gratuits:		
Gazette des femmes		
Vie pédagogique		
Bulletin du Centre d'excellence pour le développement des jeunes enfants		
Données sociodémographiques en bref		
Info Garde		
Info-Réseaux		
Bulletin Flash		
Développement social		
Horizon		
Municipalités et familles		
Recherches sur la famille		
Savoir		
Téléscope		
L'Actuelle		

Bulletins électroniques gratuits :		**0,00 $**
Cyberpresse Les nouvelles du CEPB INSEE – Première Bulletin CVRCE Le Quotidien Canadian Policy Research Networks CERC Bulletin IForum OCDE direct Politiques sociales.net Puzzle VVS Express Vigie Psychosociale Observgo Liaison RRQ La VIFA (Ministère de la famille et des aînés Le Réseau d'information pour la réussite éducative (RIRE) Observatoire international de la réussite scolaire Services de nouveautés du MSSS Cyberbulletin Espace parents & Petit monde.com Desjardins études économiques Flash info fiscalité (OCDE) La Tribune Le Droit Le Nouvelliste La Voix de l'Est Informations sociales		

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RG20

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
- le coût de construction du site;
- le coût de l'entretien et de la mise à jour;
- le responsable du contenu sur le site;
- la fréquence moyenne de mise à jour;
- le nombre de visiteurs (hits) par mois;
- combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :

  André Bériault, Communication Internet a conçu le site du Conseil en 1997.

  En 2001-2002, Telus l'a modernisé pour un coût total de 7 228 $ et en 2002-2003 pour un coût total de 3 912 $.

  Depuis 2003, les travaux se font par entente de services.

  Refonte complète en 2004-2005, avec le support des ressources informatiques du ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, sans coût.

  Refonte complète en 2009-2010, avec le support des ressources informatiques du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (CISP-MESS).

- Le coût de l'entretien et de la mise à jour :

  Avril à juillet 2002, André Bériault Communications Internet a fait la mise à jour pour un montant de 155 $.

  La Direction générale des services informatiques gouvernementaux a hébergé le site pour un montant de 340 $.

  Par la suite, Telus a entretenu le site pour un montant de 105 $ par mois et fait la mise à jour pour un montant de 700 $. En 2003-2004, Telus a entretenu et hébergé le site pour un montant annuel de 3000 $.

  Depuis janvier 2005, le CFE entretient son site, avec le support des ressources du CISP-MESS, en vertu d'une entente de services.

- Qui est responsable du contenu sur le site :

  Le contenu est sous la responsabilité d'une équipe formée par la secrétaire générale, l'agente d'information et la technicienne en informatique, sous l'autorité de la présidente du Conseil.

- Quelle est la fréquence moyenne de mise à jour :

  La fréquence de mise à jour est deux fois par semaine.

- Le nombre de visiteurs (hits) par mois :

2003-2004	2590
2004-2005	3610
2005-2006	8652
2006-2007	9259
2007-2008	8871
2008-2009	9431
2009-2010	6867
mars à sept 2010	5908

- Combien de fois le site a-t-il été refait :

  La conception et la modernisation ont été faites une fois, la refonte complète trois fois depuis 1997.

- Quel a été le coût :

  La modernisation du site, échelonnée sur deux années financières (2001-2003), a coûté 11 140 $. Une première refonte a été réalisée avec le support des ressources informatiques du ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, sans frais pour le Conseil, en vertu d'une entente de services. La seconde refonte est intégrée à l'entente de services pour l'ensemble des services informationnels avec le CISP-MESS.

- Quels critères ont justifié les changements :

  Le besoin de modernisation après cinq ans et la nécessité de le rendre plus convivial et de véhiculer la nouvelle signature du Conseil ont justifié ces changements. Bien que le Conseil de la famille et de l'enfance ne soit pas tenu légalement de mettre en œuvre un plan d'action en vue d'accroître l'accessibilité des services aux personnes handicapées, il a débuté la mise en œuvre de mesures destinées à un accès facilité aux diverses sections de son site Internet avec le support d'une équipe de la DGATI (CISP-MESS).

  La loi sur l'accès aux documents des organismes public et sur la protection des renseignements personnels.

  Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels.

  Nouvelle signature graphique pour les 20 ans du Conseil.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RG21

Nominations, depuis le 1er avril 2010, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- la liste;
- les mandats;
- les contrats;
- le résultat du travail effectué;
- les échéances prévues;
- les sommes impliquées.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Conseil de la famille et de l'enfance n'a procédé à aucune nomination de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts ou enquêteurs.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RG22

Pour 2010-2011, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne s'applique pas au Conseil de la famille et de l'enfance.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RG23

Pour chaque ministère et organisme, les montants déboursés en 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciels ou équipements), pour la mise en place du Gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne s'applique pas au Conseil de la famille et de l'enfance.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RG24

Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2010-2011:

- le nombre de refus (et mention en vertu de quelle raison ou article);
- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RG25

La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres :

- le coût (déplacements, etc.);
- le nombre de ressources affectées;
- le nombre de rencontres;
- le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne concerne pas le Conseil de la famille et de l'enfance.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RG26

La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 1er avril 2009 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RG27

Détail des crédits périmés et des gels de crédits pour le ministère et les organismes depuis 2003-2004.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera fournie par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RG28

Tel que prévu dans la politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois prochaines années et les projections pour l'année 2011-2012.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Conseil de la famille et de l'enfance ne fournit pas de services aux citoyens.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RG29

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2010-1011 et 2011-2012.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RG30

Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-1012 et 2012-1013 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chacun des programmes, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les date(s) des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Conseil de la famille et de l'enfance ne reçoit aucune somme du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RG31

Pour chaque ministère ou organisme, la liste des ententes signées depuis le 1er avril 2004 avec une ou des conférences régionales des élus. Indiquer la nature de l'entente, les sommes qui y sont associées, le cas échéant, en vertu de quel programme ces sommes sont allouées, la ou les date(s) des versements et à quelles fins elles ont été consacrées.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Conseil de la famille et de l'enfance n'a signé aucune entente de ce genre.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de Fiche : RG32

Pour chaque ministère et organisme (directions ministérielles, Agences, Entreprises d'état, Commissions, Régies, Sociétés, Établissements, Bureaux, Organismes de l'état, Comités, Comités experts, Conseils, Instituts, Secrétariat relevant d'un ministère), fournir pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011 :

- la masse salariale ventilée par catégorie d'emploi;
- le budget de fonctionnement détaillé;
- le taux d'absentéisme, ventilé par catégorie d'emploi;
- le montant total et la ventilation des primes au rendement et des bonus;
- le montant total et la ventilation des primes de départ;
- la liste des comités consultatifs;
- prévision de croissance des dépenses et d'effectifs effectuée par le ministère ou l'organisme visé pour 2011-1012;
- liste de tous les programmes, politiques et plans d'action relevant du ministère ou de l'organisme. Indiquer les sommes d'argent prévues et les échéanciers pour ces programmes, politiques et plans d'action.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- Masse salariale et budget de fonctionnement :
  L'information est disponible au volume II du Budget de dépenses publié annuellement.

- Taux d'absentéisme et primes au rendement et bonus :
  Les données concernant le Conseil de la famille et de l'enfance sont intégrées à celles du ministère de la Famille et des Aînés.

- Primes de départ :
  Aucune prime de départ n'a été versée par le Conseil de la famille et de l'enfance au cours des années visées.

- Comités consultatifs :
  Le Conseil de la famille et de l'enfance n'a aucun comité consultatif.

- Prévisions pour 2011-1012 :
  Le projet de loi n° 130, Loi abolissant le ministère des Services gouvernementaux et la Société québécoise de récupération et de recyclage et mettant en oeuvre le Plan d'action 2010-2014 du gouvernement pour la réduction et le contrôle des dépenses en abolissant et en restructurant certains organismes et certains fonds, déposé le 11 novembre 2010 prévoit l'abolition du Conseil de la famille et de l'enfance. Il n'y a donc aucune prévision de croissance pour l'année à venir.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RG33

Liste et ventilation des dépenses et remboursements pour frais de déplacement pour chaque membre du Conseil des ministres, pour chaque adjoint parlementaire des ministres, de même que pour chaque membre de l'Assemblée nationale, entre l'Assemblée nationale et sa circonscription pour l'année financière 2010-2011.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RG34

Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011. Fournir les données ventilées selon la raison du départ :

- la retraite;
- la démission;
- la révocation pour incompétence;
- la révocation pour incapacité;
- la fin d'emploi;
- le décès;
- la mise à pied;
- la destitution
- toute autre raison.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RG35

Évolution de la taille (nombre total d'employés) de chaque cabinet ministériel depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières de 2003-2004 à 2010-2011.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le nombre global total d'employés de cabinet pour l'année en cours seulement sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : **Conseil de la famille et de l'enfance**
COLLABORATION :
VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RG36

Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels qui ont intégré l'effectif régulier par catégories d'âge en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2020 et 2010-2011.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RG37

Pour chaque ministère et organisme, fournir la liste, le détail et les sommes économisées de toute action visant à :

- réduire de 10% les dépenses administratives;
- réduire de 25% les dépenses de publicité, de formation et de déplacements.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera fournie par le Conseil du trésor.

SOURCE : Conseil de la famille et de l'enfance